

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 1998

Augmentation de l'excédent budgétaire en avril 1998

Un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars a été enregistré en avril 1998, en hausse de 0,1 milliard de dollars par rapport à l'estimation retraitée pour avril 1997 (voir la Note aux utilisateurs). D'un exercice sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,6 p. 100, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 p. 100. Les dépenses de programmes ont, quant à elles, augmenté de 1,0 p. 100.

L'augmentation d'un exercice sur l'autre des recettes budgétaires reflète les fortes augmentations dans les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et celui des sociétés – dont l'effet net a été atténué par la baisse des rentrées des prestations d'assurance-emploi et des recettes de taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,4 p. 100, soit 0,4 milliard de dollars, surtout en raison d'une forte hausse du taux d'emploi depuis le début de l'exercice et d'une augmentation des impôts payés à la déclaration pour l'année d'imposition 1997. L'augmentation globale a été modérée par la hausse de 15,3 p. 100, ou 0,6 milliard de dollars, des remboursements d'impôt.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 7,4 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars.
- Les prestations d'assurance-emploi ont chuté de 5,2 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars. Cette baisse est attribuable à la réduction des taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés en 1998 est de 2,70 dollars (par tranche de 100 dollars de gains assurables), en comparaison

de 2,90 dollars en 1997. La réduction des taux de cotisation compense largement l'effet de l'augmentation du nombre d'employés sur les recettes tirées des prestations globales.

- Les recettes nettes de TPS ont chuté de 8,9 p. 100, ou 0,2 milliard de dollars, étant donné que l'augmentation des remboursements a largement compensé la forte hausse des recettes brutes.
- Les autres composantes des recettes sont demeurées à peu près les mêmes par rapport au niveau de l'exercice précédent.

L'augmentation des dépenses de programmes est largement attribuable au niveau plus élevé des subventions et autres transferts découlant des obligations contractées en vertu des accords de Bretton Woods et des accords connexes, ainsi qu'aux indemnités versées par suite de la tempête de verglas dans l'Est du Canada. Parmi les autres composantes, mentionnons les suivantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations aux aînés a largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont légèrement diminué, surtout en raison des recouvrements en vertu des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés étant donné que la loi empêche l'apport annuel en espèces de ce transfert de tomber sous la barre des 12,5 milliards de dollars entre 1997-98 et 2002-03.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

| | Avril | |
|--|--------------------------|--------|
| | 1997 | 1998 |
| | (en millions de dollars) | |
| Opérations budgétaires | | |
| Recettes | 12 302 | 12 500 |
| Dépenses de programmes | -7 386 | -7 462 |
| Solde de fonctionnement | 4 916 | 5 038 |
| Frais de la dette publique | -3 467 | -3 454 |
| Déficit ou excédent | 1 449 | 1 584 |
| Opérations non budgétaires | -4 444 | -3 856 |
| Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues) | -2 995 | -2 272 |
| Opérations de change | 3 589 | 1 287 |
| Total des besoins financiers ou excédent | 594 | -985 |
| Opérations de la dette non échue | -5 092 | -5 557 |

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les paiements aux sociétés d'État sont demeurés les mêmes, tandis que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont diminué, traduisant l'effet des mesures de compression prévues dans le budget de 1996.

La baisse des frais de la dette publique est attribuable à la diminution de la dette portant intérêt ainsi qu'à la réduction de la moyenne des taux d'intérêt effectifs sur cette dette.

Augmentation du total des besoins financiers en avril 1998

Malgré un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, le total des besoins financiers s'est élevé à 1,0 milliard de dollars en avril 1998, comparativement à un excédent financier de 0,6 milliard en avril 1997. Cela est attribuable à une diminution des ressources nettes provenant des opérations de change. En avril 1998, les opérations de change ont procuré au gouvernement des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars, comparativement à 3,6 milliards en avril 1997. Les opérations non budgétaires ont engendré un besoin net de 3,9 milliards de dollars en avril 1998, en baisse d'un besoin net de 4,4 milliards en avril 1997.

Baisse de la dette contractée sur les marchés

En avril 1998, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,6 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés en réduisant les soldes de son encaisse. En tout, les soldes de l'encaisse ont été réduits de 6,5 milliards.

Note aux utilisateurs

Le présent numéro de *La revue financière* marque l'instauration d'un certain nombre de redressements comptables apportés pour que les résultats budgétaires mensuels fassent mieux état de la situation en cours et pour réduire l'ampleur des redressements de fin d'exercice. Les résultats mensuels pour 1997-98 sont retraités de façon à permettre la comparaison d'un exercice sur l'autre. Ces modifications n'auront aucune incidence sur les besoins ou les excédents financiers. Les modifications répondent en grande partie aux suggestions contenues dans le chapitre 3 du rapport d'avril 1997 du vérificateur général.

La date de versement de certaines recettes (surtout la TPS) est le dernier jour du mois. Cela signifie que la plupart de ces recettes ne sont pas déposées dans les comptes publics avant le premier jour ouvré du mois suivant. Si le dernier jour du

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

| | Avril | | Variation (%) |
|--|--------------------------|--------|------------------|
| | 1997 | 1998 | |
| | (en millions de dollars) | | |
| Impôt sur le revenu | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 5 835 | 6 209 | 6,4 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 1 156 | 1 241 | 7,4 |
| Autres | 297 | 286 | -3,7 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 7 288 | 7 736 | 6,1 |
| Cotisations d'assurance-emploi | 1 844 | 1 748 | -5,2 |
| Taxes et droits d'accise | | | |
| Taxe sur les produits et services | 1 979 | 1 803 | -8,9 |
| Droits de douane à l'importation | 153 | 174 | 13,7 |
| Autres taxes et droits d'accise | 666 | 621 | -6,8 |
| Total des taxes et droits d'accise | 2 798 | 2 598 | -7,1 |
| Total des recettes fiscales | 11 930 | 12 082 | 1,3 |
| Recettes non fiscales | 372 | 418 | 12,4 |
| Total des recettes budgétaires | 12 302 | 12 500 | 1,6 |

mois coïncide avec un congé férié ou un jour de fin de semaine, ces recettes ne sont souvent pas déposées avant le deuxième jour ouvré du mois suivant. Même si des redressements sont apportés en fin d'exercice pour affecter ces recettes à l'exercice correspondant, ceux-ci n'étaient pas apportés chaque mois jusqu'ici. Les recettes, surtout celles d'avril, étaient donc grandement sous-estimées étant donné que les redressements n'étaient apportés qu'à la fin de l'exercice – dans la période de fin d'exercice. En outre, il existait souvent de grands écarts d'un exercice sur l'autre au chapitre de la comptabilisation mensuelle des recettes, uniquement en raison de l'écart temporaire de ces versements, ce qui compliquait l'analyse des résultats courants. En conséquence, les recettes applicables au mois en cours sont dorénavant exigibles avant la fin du deuxième jour ouvré du mois suivant, plutôt que le dernier jour du mois.

Même si les dépenses budgétaires sont déterminées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, un certain nombre de redressements n'étaient auparavant apportés qu'en fin d'exercice, notamment les charges à payer au chapitre des salaires et des traitements et l'amortissement des soldes actuariels dans la caisse de retraite de la fonction publique. Ces redressements seront dorénavant effectués chaque mois, pourvu que des estimations raisonnables puissent être établies.

Grâce à ces modifications, les résultats mensuels seront établis selon une méthode comptable qui ressemble davantage à celle qui sert à déterminer les données définitives de fin d'exercice.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

| | Avril | | Variation (%) |
|--|--------------------------|--------|------------------|
| | 1997 | 1998 | |
| | (en millions de dollars) | | |
| Paiements de transfert | | | |
| Particuliers | | | |
| Prestations aux aînés | 1 790 | 1 821 | 1,7 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 134 | 1 114 | -1,8 |
| Total | 2 924 | 2 935 | 0,4 |
| Autres administrations | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 042 | 1 042 | 0,0 |
| Transferts fiscaux | 638 | 642 | 0,6 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -178 | -187 | 5,1 |
| Total | 1 502 | 1 497 | -0,3 |
| Subventions et autres transferts | | | |
| Agriculture | 4 | 5 | 25,0 |
| Affaires étrangères | 49 | 100 | 104,1 |
| Santé | 68 | 84 | 23,5 |
| Développement des ressources humaines | 52 | 58 | 11,5 |
| Affaires indiennes et du Nord | 716 | 778 | 8,7 |
| Industrie et développement régional | 79 | 72 | -8,9 |
| Anciens combattants | 112 | 114 | 1,8 |
| Autres | 200 | 190 | -5,0 |
| Total | 1 280 | 1 401 | 9,5 |
| Total des transferts | 5,706 | 5 833 | 2,2 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | |
| Société Radio-Canada | 112 | 147 | 31,3 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 139 | 125 | -10,1 |
| Autres | 137 | 116 | -15,3 |
| Total | 388 | 388 | 0,0 |
| Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital | | | |
| Défense | 355 | 346 | -2,5 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 937 | 895 | -4,5 |
| Total | 1 292 | 1 241 | -3,9 |
| Total des dépenses de programmes | 7 386 | 7 462 | 1,0 |
| Frais de la dette publique | 3 467 | 3 454 | -0,4 |
| Total des dépenses budgétaires | 10 853 | 10 916 | 0,6 |

Tableau 4

Solde budgétaire et solde financier

| | Avril | |
|--|--------------------------|--------|
| | 1997 | 1998 |
| | (en millions de dollars) | |
| Déficit(-) ou excédent(+) | 1 449 | 1 584 |
| Prêts, placements et avances | | |
| Sociétés d'État | -253 | 101 |
| Autres | 22 | 93 |
| Total | -231 | 194 |
| Comptes à fins déterminées | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | 513 | 599 |
| Comptes de pension de retraite | 406 | 565 |
| Autres | -26 | -40 |
| Total | 893 | 1 124 |
| Autres opérations | -5 106 | -5 174 |
| Total des opérations non budgétaires | -4 444 | -3 856 |
| Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues) | -2 995 | -2 272 |
| Opérations de change | 3 589 | 1 287 |
| Total des besoins financiers ou excédent | 594 | -985 |

Tableau 5

Solde financier et opérations de la dette non échue

| | Avril | |
|---|--------------------------|--------|
| | 1997 | 1998 |
| | (en millions de dollars) | |
| Total des besoins financiers ou excédent | 594 | -985 |
| Opérations de la dette non échue | | |
| Payable en dollars canadiens | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 |
| Obligations d'épargne du Canada | -289 | -629 |
| Bons du Trésor | -3 700 | -4 200 |
| Autres | -1 | -1 |
| Total partiel | -3 990 | -4 830 |
| Moins dette non échue détenue par le gouvernement | 143 | 90 |
| Total | -3 847 | -4 740 |
| Payable en devises | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 |
| Billets et prêts | 0 | 0 |
| Bons du Canada | -940 | -817 |
| Billets du Canada | -305 | 0 |
| Total | -1 245 | -817 |
| Total des opérations de la dette non échue | -5 092 | -5 557 |
| Variation de l'encaisse | -4 498 | -6 542 |

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

| | 31 mars 1998 | 30 avril 1998 |
|--|--------------------------|----------------|
| | (en millions de dollars) | |
| Encaisse en fin de période | | |
| En dollars canadiens | 10 243 | 3 741 |
| En devises | 49 | 8 |
| Total de l'encaisse | 10 292 | 3 749 |
| Solde de la dette non échue | | |
| Payable en dollars canadiens | | |
| Obligations négociables | 294 541 | 294 541 |
| Bons du Trésor | 112 300 | 108 100 |
| Obligations d'épargne du Canada | 30 593 | 29 964 |
| Autres | 3 456 | 3 455 |
| Total partiel | 440 890 | 436 060 |
| <i>Moins</i> dette non échue détenue par le gouvernement | 846 | 756 |
| Total | 440 044 | 435 304 |
| Payable en devises | | |
| Obligations négociables | 15 869 | 15 869 |
| Billets et prêts | 0 | 0 |
| Bons du Canada | 9 420 | 8 603 |
| Billets du Canada | 1 624 | 1 624 |
| Total | 26 913 | 26 096 |
| Total de la dette non échue | 466 957 | 461 400 |

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Juillet 1998

